

« Un destin à la croisée de deux cultures »

par Frédérique Guenot, journaliste indépendante

Pour son premier roman, Nasser Zammit puise dans son expérience personnelle pour nous offrir une réflexion sur la société contemporaine. Son nouveau livre sera publié courant 2006. Il retrace le parcours d'un homme à la croisée de deux cultures, entre l'Orient et l'Occident. Rencontre avec un témoin de son temps qui apporte des clés d'interprétation du modèle français.

Comment percevez vous en France le malaise des personnes issues de l'immigration ?

Certes il y a de gros problèmes d'intégration des personnes issues de l'immigration et si certaines de ces personnes s'intègrent relativement bien au sein de la société, il faut admettre qu'elles sont mal représentées au sein de la république. Le système français diffère fondamentalement du modèle américain où toutes les composantes ethniques ont une réelle représentativité et où n'importe quel individu peut accéder à des hautes fonctions au sein de la société.

Par ailleurs, nous assistons à une forme de ghettoïsation de notre société qui risque de générer des conflits de tout ordre, économique, social et politique. Je considère cette ghettoïsation comme un danger réel pour notre République.

Les récents évènements survenus en banlieue en constituent d'ailleurs le révélateur... Une sorte de signe avant-coureur

A ce sujet, comment interprétez-vous la crise des banlieues ? Quelles sont, selon vous, les solutions d'avenir ?

Avant tout, je voudrais avoir une pensée pour ces deux jeunes gens décédés à Clichy-sous-bois.

Ces décès et d'autres événements que je ne rappellerais pas ici, ont été pour une grande partie le déclencheur des incidents dramatiques que nous avons connus en banlieue ces dernières semaines.

Ces événements que je condamne sont à prendre au sérieux car ils sont révélateurs de graves problèmes sociaux latent depuis plusieurs années.

En brûlant des écoles ou d'autres institutions, ces jeunes s'auto flagellent. Ils brûlent leurs propres moyens d'intégration, c'est une sorte de moyen ultime de se faire entendre. Il est évident que certaines banlieues sont devenues de véritables poudrières. C'est en leur direction qu'il faut rapidement agir.

Si rien n'est fait et si la situation économique continue à se détériorer, ces événements peuvent resurgir. Il faut donc agir de façon concrète. D'une part, en développant un système d'encadrement de ces jeunes dès leur plus jeune âge, d'autre part il est nécessaire de mettre en place des structures adaptées pour encadrer ces jeunes et allouer les moyens budgétaires en conséquence. De plus, les régions doivent bénéficier de moyens financiers adaptés pour apporter des solutions durables.

A ce titre, les politiques devront tenir leurs promesses... Enfin, il existe encore trop de blocages dans la société française, ce qui explique pour partie la montée du communautarisme. Le principe d'universalité, c'est la reconnaissance des mêmes droits pour tous, et celle-ci n'implique aucunement la négation des différences. Le communautarisme existe déjà dans les faits et il devient peu à peu une constante durable de la société française, qu'il faudra accepter et avec lequel il va falloir dorénavant compter.

Quels sont les blocages les plus préjudiciables pour ces jeunes issus de l'immigration ?

Il y a déjà au départ un déséquilibre au niveau de l'éducation. Les barrières de sélection y sont traditionnelles et non représentatives, c'est à dire qu'elles privilégient l'élite au détriment des classes moins aisées. Les critères de sélection sont encore plus marqués pour les jeunes issus de l'immigration qui doivent gérer une double difficulté (identitaire et scolaire) et de réelles difficultés pour accéder à de grandes écoles.

L'expérience menée par Sciences Po est une bonne initiative, mais en fait, il devrait être normal à n'importe quel étudiant de pouvoir accéder à la structure éducative de son choix, en fonction de sa seule compétence et de son mérite. Ce qui devrait être normal devient dans ce cas de figure anormal.

La carte scolaire devrait ainsi être redéfinie. Les lycées très côtés où se bousculent les enfants des familles aisées devraient s'ouvrir davantage aux jeunes issues de l'immigration. N'importe quel étudiant doit pouvoir aller dans le lycée ou l'école en fonction de ses seules compétences. Même les critères de sélection sont devenus tels dans les universités que celles-ci tendent vers la labellisation.

De plus, ces universités sont à mon sens, inadaptées à la réalité du marché du travail. Il serait judicieux de créer des passerelles entre les différentes facultés et l'entreprise. Certaines filières offrent de bien minces perspectives d'avenir en terme d'emploi et à ce titre, il serait bon que la France s'inspire d'autres modèles européens.

En terme d'emploi de ces jeunes, quel est votre constat ?

Là encore, il faut se rendre à l'évidence : en raison de la mondialisation, les individus, qualifiés ou pas, étrangers ou non, seront amenés à être de plus en plus mobiles dans les prochaines années et ils exerceront pour certains plusieurs fonctions dans leurs vies quant ils n'en feront pas plusieurs en même temps. C'est ce qui se passe déjà aux Etats-Unis.

De plus, pour qu'il y ait plus de création d'emploi, il faut non seulement réduire les charges pesant sur les entreprises, mais aussi faciliter les aides à l'embauche bien que la croissance reste faible.

De plus, il ne faut pas oublier qu'en France, la part de l'état sur l'économie va avoir tendance à se réduire par nécessité notamment dans le cadre de la réduction de la dette publique qui doit un être un objectif prioritaire des dirigeants politiques.

A cet égard, la France est le seul pays d'Europe dont le ratio de dette publique s'est le plus accru ces dix dernières années.

Aujourd'hui l'économie prédomine sur le politique. Cela dit, la question de l'emploi est suffisamment grave pour que l'on puisse s'efforcer d'apporter des solutions valides et durables. La France pourra se maintenir en développant ses pôles d'excellence technologique. Elle doit orienter ses efforts en direction de la recherche et conforter son leadership technologique dans les secteurs de pointe (énergie, nucléaire, spatiale, médical ou aéronautique...).

La France est au cœur du phénomène de mondialisation et elle doit s'affirmer sur ces pôles pour conforter sa position face à l'Asie, ou aux Etats-Unis.

Les efforts doivent se concentrer sur la recherche et la formation, voilà ce qui est à terme, créateur d'emploi de plus, il faut accentuer nos moyens de recherche et maintenir nos efforts afin de maintenir la « matière grise » en France.

Vous semblez affirmer que le modèle français s'essouffle. Sur quels critères vous basez-vous ?

Ce pays souffre d'un esprit trop étriqué et il devient impératif que la France sorte de son carcan et de son immobilisme. Le système élitiste français a vécu ; nous en percevons les conséquences.

La France est actuellement en perte de vitesse et cela, à plus d'un titre. Le rejet du référendum sur la constitution européenne de 2005 en a été un extraordinaire révélateur. Dans ce contexte de mondialisation, c'est la France qui a besoin de plus d'Europe et non pas l'inverse. C'est à la France de s'adapter car la compétition de demain sera de plus en plus dure, tout en maintenant son modèle social.

Le manque d'Europe est nuisible en terme de développement économique et social en terme de politique étrangères et en terme de défense. Il nous faut relancer l'idée d'une Europe forte et unie.

Enfin, il y a une perte d'influence culturelle (il n'est qu'à voir l'exemple de la Francophonie...) et les efforts en faveur de l'éducation restent insuffisants. Par ailleurs, l'absence de réforme de l'Etat est une erreur. Tous ces déficits ne sont pas à dissocier et il est indispensable de les prendre dans leur globalité pour réformer en profondeur le système français et pour l'adapter au monde qui se dessine.

Quelles solutions préconisez-vous par rapport à ces déficits ?

Il faut revoir le fonctionnement de l'état et envisager de sérieuses réformes structurelles. En ce sens, il sera peut-être nécessaire un jour de réduire le nombre de fonctionnaires. Je pense que nous assisterons de plus en plus à une externalisation des fonctions de l'état dans divers domaines (sécurité, santé, enseignement...).

Par ailleurs, il faudrait accentuer le contrôle des diverses instances sur l'état, contrôle qui s'exerce déjà par le biais de la Cour des comptes ou de l'Assemblée Nationale, et qui pourrait être renforcé par des commissions parlementaires.

Il est indispensable d'optimiser les fonctions de l'Etat, il faut rendre nos institutions plus réactives face aux changements de notre monde. Par ailleurs, il n'existe pas de réel pouvoir de sanction de l'Etat et il faudra certainement combler cette lacune.

La France doit s'appuyer sur toutes les composantes de sa société et profiter beaucoup plus de sa diversité pour avancer.

Mais si la France souffre de nombreux déficits au niveau politique et économique, il ne faut pas pour autant minimiser son action internationale et son modèle social qui est un exemple pour tous.

Il est d'ailleurs nécessaire qu'elle en assure la pérennité. Il ne peut pas y avoir dans notre société d'équilibre social sans une meilleure répartition des richesses.

Certes, le modèle social français est un exemple qu'il faut préserver mais celui-ci ne pourra être maintenu qu'au prix de réformes importantes.

N'oublions pas que la capacité d'une société à intégrer et à évoluer vers plus de progrès et de justice, c'est d'abord sa capacité à ne pas exclure.

C'est pourquoi j'envisage de créer prochainement un Cercle ou un club d'idées afin de poser les grandes problématiques de la société française et essayer d'y apporter des solutions.

**Frédérique Guénot –
Journaliste indépendante**